DROIT DES TIC

Généralités

- « Les paroles s'envolent, mais les images vidéo, audio et les écrits restent ! » cf art 78 de la loi n°2010/012 ;
- La loi est d'abord d'ordre dissuasive (mise en garde) avant d'être répressive ;
- On a découvert le feu mais il est ambivalent, il peut cuire des aliments mais en même temps il peut vous brûler ; c'est la même ambivalence de la civilisation cybernétique.
- La loi pénale de la République s'applique à tout fait commis sur son territoire ;

Sont compris dans le territoire de la République, les eaux territoriales et l'espace aérien au-dessus de ce territoire et de ses eaux ainsi que les navires et aéronefs immatriculés dans la République.

- Article 80 — La minorité. (Pénalité responsable)

(1) Le mineur de dix ans n'est pas pénalement responsable.

(2) Le mineur de dix à quatorze ans pénalement responsables ne peut faire l'objet que de l'une des mesures spéciales prévues à la loi.

(3) Le mineur âgé de plus de quatorze ans et de moins de dix-huit ans pénalement responsables bénéficie de l'excuse atténuante.

(4) Le majeur de dix-huit ans est pleinement responsable.

(5) l'âge de la majorité se calcule à la date de la commission de l'infraction

Article 318 CP— (L. n°90-061 du 19 déc.1990). Vol, abus de confiance, escroquerie.

(1) Est puni d'emprisonnement de cinq à dix ans et d'une amende de 100.000 à 1.000.000 de francs celui qui porte atteinte à la fortune d'autrui :

a) Par vol, c'est-à-dire en soustrayant la chose d'autrui ;

b) Par abus de confiance, c'est-à-dire en détournant ou détruisant ou dissipant tout bien susceptible d'être soustrait et qu'il a reçu à charge de le conserver, de le rendre, de le représenter ou d'en faire un usage déterminé. Toutefois, le présent paragraphe ne s'applique ni au prêt d'argent, ni au prêt de consommation ;

c) Par escroquerie, c'est-à-dire en détournant fallacieusement la victime soit par des manœuvres, soit en affirmant ou dissimulant un fait.

(Non-rétroactivité : Ne sont pas soumis à la loi pénale les faits commis antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi ou ceux qui n'ont pas été jugés avant son abrogation (annulation) expresse ou tacite.

Art 100 cp recel

Déni de justice (art 147 cp)

- Autour des devoirs

Définition de la notion de loi : la loi est une disposition normative et abstraite (qui a un haut degré de généralité) posant une règle juridique d'application obligatoire.

Pourquoi élabore-t-on des lois ? Les lois servent à définir les droits et les devoirs de chacun. Elles servent à assurer le respect des personnes, leurs biens, leur vie, leurs goûts, leurs opinions politiques et religieuses, leurs inventions.

Qu'est-ce qu'un devoir ? Un devoir est une obligation qui peut être de nature juridique ou morale.

Pourquoi les citoyens doivent-ils respecter les lois ? **Tout d'abord, les citoyens sont indirectement des acteurs dans l'élaboration des lois.** La Constitution précise que la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants (ex : les parlementaires) et par la voie de référendum (Référendum : Procédure de vote permettant de consulter directement les électeurs sur une question ou un texte, qui ne sera adopté qu'en cas de réponse majoritaire). Les citoyens sont moralement contraints de respecter les lois dans leur vie quotidienne, qu'il s'agisse de textes ayant trait à leur vie privée ou des textes relatifs à leur vie professionnelle. L'auteur, même indirect, d'une loi, ne peut se dispenser de son application. **Les citoyens sont obligés de respecter les lois afin de permettre une vie en société organisée et d'éviter le développement de la loi "du plus fort". Car entre le faible et le fort c'est la loi qui libère.** L'obligation pour tous les citoyens de respecter les lois est la meilleure assurance que la liberté, les droits et la sécurité de chacun d'entre d'eux soient garantis de manière effective car le code pénal en son article 1^{er} pose le principe de l'égalité de tous devant la loi. Le non-respect des lois et règlements constitue une faute qui, peut conduire à de lourdes sanctions pénales ou civiles.

Que signifie "nul n'est censé ignorer la loi" ? Cet adage signifie il est nécessaire de connaître car si ces lois n'existaient pas toute personne poursuivie pourrait invoquer l'ignorance d'un texte pour échapper à toute sanction.

BIBLIOGRAPHIE :

- Loi n°2010/012 du 21 décembre 2010 relative à la cybersécurité et à la cybercriminalité au Cameroun ;
- Loi n°2010/021 du 21 décembre 2010 régissant le commerce électronique au Cameroun ;
- Loi n°2010/013 du 21 décembre 2010 régissant les communications électroniques au Cameroun ;
- Etat des lieux de la problématique de la cybersécurité et de la cybercriminalité Présenté au cours de l'Atelier de sensibilisation des Parlementaires sur le renforcement de la cybersécurité Par Monsieur BIYITI bi ESSAM Jean Pierre Ministre des Postes et Télécommunications le Mercredi, 01 Février 2012 ;
- Article de Félicité BAHANE N. paru dans Cameroun Tribune le 28 décembre 2010 Une loi pour traquer les cybers criminels ;
- Loi Godfrain n° 88/19 du 05 janvier 1988 dont les dispositions ont été reprises par le code pénal français dans le chapitre intitulé « les atteintes aux systèmes de traitement automatisées de données » ;
- La loi camerounaise n° 2000/011 du 19 décembre 2000 relative aux droits d'auteurs et aux droits voisins ;
- Le Décret N°2012 du 10 avril 2012 qui confère de nouvelles missions de cybersécurité à l'ANTIC (a permis d'arrimer l'Agence aux méthodes les plus récentes dans la lutte contre l'insécurité sur internet);
- Cours Droit civil : Droit des personnes et de la nationalité cours du Pr. ATANGANA MALONGUE ; Yaoundé II-SOA, 2011.

QUELQUES DEFINITIONS :

La notion de droit à une double connotation (sens) :

1^{èrement} Le droit est l'ensemble des règles jurisprudentielles et normatives régissant la vie en société et sanctionnées par la puissance publique: c'est le droit objectif.

2^{ièrement} le droit est aussi une prérogative attribuée à un individu dans son intérêt lui permettant de jouir d'une chose, d'une valeur ou d'exiger d'autrui une prestation : c'est le droit subjectif.

Droit des TIC : c'est l'ensemble des dispositions normatives et jurisprudentielles relatives aux TIC.

TIC : ensemble de ressources nécessaires pour manipuler l'information et particulièrement les ordinateurs, programmes et réseaux nécessaires pour la convertir, la stocker, la gérer, la transmettre, la retrouver grâce à des moyens électroniques.

Faux en informatique : consiste à modifier ou à effacer la portée des données d'un système, d'un réseau de communication ou à modifier la portée initiale de ces données.

Fraude en informatique : est une forme d'escroquerie au sens classique du terme, elle vise à soutirer par tout moyen technologique des biens ou des fonds à des personnes qui ne se doutent de rien ceci dans le but de se procurer un avantage frauduleux ou encore dans le but de nuire à autrui.

La fraude et la falsification sont les formes traditionnelles de criminalité.

Information : c'est un élément conceptuel qui permet le traitement, le stockage, et le transfert de connaissance. Les TIC regroupent un ensemble de ressources nécessaires pour manipuler l'information et particulièrement les ordinateurs, les programmes et réseaux nécessaires pour la convertir, la stocker, la gérer, la transmettre et la retrouver ;

Données informatiques : Eléments numériques ou alphanumériques codées et lisibles par la seule machine, en vue de leur enregistrement, traitement, conservation et communication ;

Droit d'accès : Droit nécessaire à un utilisateur pour l'accès à des données protégées dans un système de traitement automatisé de données. L'utilisateur devra alors dans un premier temps être identifié. Les droits sont définis par un administrateur ;

Accès illicite : accès intentionnel, sans en avoir le droit, à l'ensemble ou à une partie d'un réseau de communications électroniques, d'un système d'information ou d'un équipement ;

Infraction : actes répréhensibles sanctionnés par la loi pénale.

Selon l'article 21 CP Les infractions pénales sont classées, suivant leur gravité, en crime, délit et contravention

Crime : sont qualifiées crimes les infractions punies de la peine de mort ou d'une peine privative de liberté dont le maximum est supérieur à 10 ans ;

Délit : sont qualifiées délits les infractions punies d'une peine privative de liberté ou d'une amende c'est-à-dire lorsque la peine privative de liberté encourue est supérieure à 10 jours et n'excède pas 10 ans ou que le maximum de l'amende est supérieur à 25.000 francs ;

Contravention : sont qualifiées de contraventions les infractions punies d'un emprisonnement qui ne peut excéder 10 jours ou d'une amende qui ne peut excéder 25 000 francs ;

Plainte : acte par lequel toute personne qui s'estime victime d'une infraction en informe le procureur de la république, la police ou la gendarmerie. Le plaignant dispose de délais (prescription) au-delà desquels il perd ses droits à saisir la justice pénale. (1 an pour les contraventions ; 3 ans pour les délits (vols, coups et blessures,

escroqueries), 10 ans pour les crimes.) Dépassé ces délais la victime ne peut demander réparation que devant une juridiction civile.

Amende : c'est la somme d'argent qui doit être versée à l'Etat par le coupable dans un délai déterminé par le juge ; avant d'imposer une amende le juge doit être convaincu que la personne a la capacité de payer.

Sanction :

Norme : règles, principe

Règle : principe, convention propre à un enseignement, à une discipline

Convention : pacte, un accord de volonté conclu entre deux ou plusieurs parties et qui s'apparente à un contrat.

Directive :

Commission rogatoire : commission qu'un tribunal adresse à une autorité pour le charger d'un acte de procédure ou d'une instruction qu'il ne peut faire lui-même

Cyberespace : espace virtuel qui ne peut pas être matérialisé contenu dans un réseau informatique surtout Internet ;

Veille sécuritaire : ensemble de mesures (humaines et techniques) mises en place pour scruter l'évolution de la cybersécurité, de cybercriminalité, des menaces ou vulnérabilités dans le but de sécuriser ou d'anticiper sur la sécurité d'un cyberspace donné.

SI : est un ensemble de ressources matériels, logiciels, permettant de créer, d'acquérir, de traiter, de classer, et de diffuser de l'information ;

Société de l'information : qualifié de société de la connaissance, du savoir, désigne une société dans laquelle les technologies de l'information jouent un rôle principal.

Introduction générale

Les TIC regroupent les techniques utilisées pour manipuler l'information. L'usage de ces techniques est définitivement entré dans nos habitudes et a réellement révolutionné la vie quotidienne des populations. Cependant force est de souligner que les technologies ne présentent pas que des aspects positifs, elles s'accompagnent également des infractions de toutes sortes. (Il convient par conséquent d'analyser les expériences concrètes, les usages et les régulations existantes afin de mettre en évidence les effets positifs et négatifs liés à l'utilisation des TIC) Il est rassurant de constater que les législations des pays ont pris à bras le corps les problèmes liés à l'usage des TIC, nous pouvons aussi dire que la notion de droit a été instituée avant l'avènement des TIC, en l'absence des textes législatifs et réglementaires traitant spécifiquement des infractions liées ou facilitées par l'utilisation des TIC la jurisprudence, le jugement par analogie, l'emprunt des législations ou les peines s'appliquant aux cas similaires classiques seront appliquées. Le droit des TIC sera donc défini comme l'ensemble des dispositions normatives et jurisprudentielles relatives aux TIC. Concernant Les principaux organes institutionnalisés de régulations du secteur des TIC, l'Agence de Régulation des Télécommunications (A.R.T) et l'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la communication (A.N.T.I.C) disposent de missions précises en matière de télécommunications. (**L'Agence de Régulation des Télécommunications (A.R.T)** est l'organe de régulation et de contrôle des activités de télécommunications au Cameroun c'est-à-dire *d'assurer la régulation, le contrôle et le suivi des activités des exploitants et des*

opérateurs du secteur des télécommunications. Etant sous tutelle administrative du Ministère chargée des télécommunications, elle est organisée de manière à répondre aux questions nationales en matière de télécommunications.) et **L'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication (A.N.T.I.C)** Créée par décret n° 2002/092 du 08 avril 2002, elle est née de la volonté des pouvoirs publics de veiller, dans l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication, au respect de l'éthique, à la protection de la propriété intellectuelle, des consommateurs, des bonnes mœurs, et de la vie privée assure également le renforcement des capacités des personnels de l'Etat dans le domaine des TIC.

CHAP I : TIC ET DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVEE

A l'ère de l'information les états prennent l'engagement de créer des sociétés fondées sur le respect des valeurs (éthique, des droits de l'homme, de la démocratie, du respect de la diversité culturelle et de la confiance entre les personnes et les peuples). Au vu de tout cela il est prévu dans certains textes législatifs et réglementaires des garde-fous pour protéger les individus des dangers liés à l'usage et à l'exploitation de leurs données confidentielles ou non constituant la vie privée car, les progrès technologiques présentent de graves menaces pour le droit au respect de la vie privée.

I. Le droit au respect de la vie privée proprement dit

La vie privée est constituée de la vie familiale, sentimentale, sexuelle, les opinions politiques et religieuses, la santé, la vie domestique dans son lieu de résidence. Chaque individu a droit au respect de sa vie privée qu'il soit connu ou pas, les victimes à la violation de ce droit sont le plus souvent les personnes publiques (ou personne morale de droit public sont investies d'une mission d'intérêt général et titulaire de prérogatives particulières. Il existe trois catégories de personnes publiques : les personnalités politiques, les célébrités et les personnes faisant l'objet de l'actualité. En général, on considère que ces personnes **acceptent tacitement d'être photographiées**, que l'on reproduise leurs traits, à condition que cette reproduction présente un lien avec leur métier ou en tout cas avec la raison pour laquelle elles font l'objet de l'actualité. La personne publique en question pourra donc invoquer son droit à l'image lorsque son image est reproduite dans un but commercial ou publicitaire ou encore lorsque cette image porte **atteinte à sa vie privée**. Car une personne peut bien autoriser des révélations sur sa vie privée mais elle conserve le droit d'en fixer les limites. A chaque besoin l'autorisation doit être obtenue au préalable.

TAF: différence entre vie privée des personnes publique et activités publiques des personnes publiques (développer tous les aspects liés au droit au respect de la vie privée : principe et exception)

TAF : le droit au respect de la vie privée : secret de la confession, secret médical (principe et exception dans le cadre par exemple d'une nécessité d'intérêt public)

TAF : cookies et droit au respect de la vie privée. (Définition et importance, est-ce une violation du droit au respect de la vie privée ?)

Selon l'article 9 du code civil « chacun a droit au respect de sa vie privée », l'article 12 de la DUDH ajoute que : « nul ne fera l'objet d'immixtion arbitraire dans sa vie privée, sa famille, son domicile, sa correspondance, ni d'atteinte à son honneur et à sa réputation ». Selon l'art 41 de la loi relative à la CC et à la CS, par rapport à une violation les juges peuvent prescrire toutes mesures conservatoires telles que le séquestre, la saisie et autres mesures afin d'empêcher ou faire cesser une atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui.

Notons aussi que le respect de la vie privée n'est pas à prendre à la légère. Tout n'est pas permis sur internet, et en particulier sur les réseaux sociaux.

A la suite de ce qui précède nous analyserons quelques aspects liés au respect de la vie privée, il s'agit de : l'image, la confidentialité des correspondances, les données nominatives, la vie privée et la dignité des citoyens.

a) Le droit à l'image :

Implique que toute personne ait le droit de disposer de son image, et donc s'opposer à la publication, à la diffusion ou à l'utilisation de son image. En d'autres termes, avant de publier une photo sur laquelle apparaît une personne, il faut obtenir le **consentement** de celle-ci. Cette demande d'autorisation est exigée au nom du respect de la vie privée dont le droit à l'image constitue un **outil de protection**. Cependant, le fait qu'une personne accepte d'être photographiée n'implique pas automatiquement son consentement à la publication, à la diffusion ou à l'utilisation de son image. Il faut donc être vigilant ou donner son consentement par écrit ou verbalement.

Toute publication, exposition, reproduction des traits d'une personne à l'aide des TIC ne peut se faire sans le consentement de la personne, chaque individu assure à son image un droit exclusif et absolu (sans restriction ou limite) et peut s'opposer à sa fixation, sa reproduction ou à son utilisation sans autorisation préalable. Est légitime une publication portant sur la vie privée lorsqu'elle est utile à l'intérêt général et ne comporte ni outrage, ni atteinte à la dignité de la personne ce qui l'emporte ici c'est le droit à l'information du public.

Pour l'invoquer deux conditions doivent être réunies : être **reconnaissable** sur cette photo. Ensuite, que l'image soit **perceptible...**

Le droit à l'information du public est considéré comme limite dans certains cas, dans certaines circonstances, le consentement de la personne représentée pourra être supposé avoir été donné à priori, exemples : les photos prises dans des **lieux publics**, les photos d'**une foule** et les photos de **personnes publiques**. Concernant le cas de personnes apparaissant sur une photo d'un monument prise dans un lieu public, le consentement de chacune de ces personnes n'est pas requis lors de la diffusion ultérieure de cette photo, il en est de même lorsque vous photographiez une foule de personnes lors d'une manifestation ; On peut également reproduire sans autorisation la photographie d'une personne publique prise dans un lieu public exerçant une activité publique. Retenons que, lorsqu'une personne apparaît en gros plan sur une photo et que cette publication est de nature à nuire à la personne des précautions doivent être prise pour qu'elle ne soit pas reconnue car celle-ci peut invoquer son droit à l'image même si la photo en question a été prise dans un lieu public ou que la personne se trouvait au milieu d'une foule.

b) La correspondance :

Nous nous intéresserons au droit au secret de la correspondance manuscrite et électronique. (Exemple : lettre, conversations téléphonique ou électronique, sms) le principe de l'inviolabilité de la correspondance est basé sur le respect de la vie privée, il implique l'interdiction de toute immixtion et de toute divulgation au public des correspondances échangées entre des personnes sans leur consentement. **Selon le code pénal en son article 300 alinéa 1 est puni d'un emprisonnement de 15 jours à 1 an et d'une amende de 5000 à 100 000 francs celui qui sans l'autorisation du destinataire supprime ou ouvre la correspondance d'autrui.** Selon l'article 300 alinéa 2, Dans certains cas l'accès à la correspondance des tiers n'est pas considéré comme une immixtion illégale exemple des parents dans le cadre de l'exercice de l'autorité parentale, du tuteur ou du responsable coutumier à l'égard des enfants mineurs ; des conjoints ; de la nécessité d'intérêt public ; des correspondances des inculpés qui doivent être lues par le régisseur de prison à l'exception de celles échangées avec son avocat ou autorité judiciaire. La section V de la loi relative à la cybersécurité et à cybercriminalité en ses articles 49,50 et 51 prévoit également un certain nombre de dérogations au principe du secret de la correspondance.

c) La vie privée et la dignité des citoyens

En 2023, La diffusion d'une sextape sur les réseaux sociaux mettant en scène le sous-préfet de la ville de Garoua-Boulai a secoué la toile. Le sous-préfet dénonçant un acte de chantage a saisi l'ANTIC à travers une plainte déposée le 24/10/2023. M. Abena a révélé avoir été victime d'une personne utilisant son

numéro depuis le Benin. Le 07 juillet 2023, cet individu l'a contacté exigeant une somme de 500000F CFA sous la menace de publier des vidéos compromettantes. Le SP a cédé à la pression la 1ere fois, mais l'individu a continué à le faire chanter. Refusant de payer à nouveau le SP a subi une ultime exigence : la démission de son poste de sous-préfet. Son refus a conduit à la publication des vidéos compromettantes. En saisissant l'ANTIC, il espère que des mesures drastiques soient prises pour identifier et traduire en justice l'auteur de ce chantage odieux.

Cette affaire met en lumière les dangers inhérents à l'utilisation croissante des TIC et souligne l'importance de la protection de la vie privée. Elle rappelle également aux autorités compétentes la nécessité urgente de prendre des mesures préventives pour décourager de tels actes et punir sévèrement les auteurs de ces atteintes à l'intégrité des individus. La vie privée et la dignité des citoyens ne peuvent être sacrifiées sur l'autel de la technologie.

d) Les données personnelles :

C'est l'ensemble des informations permettant d'identifier un individu de manière directe ou indirecte.

La réglementation des données personnelles :

Toutes sortes d'informations telles que, l'adresse, La photo ou vidéo d'une personne, dès lors qu'elle est numérisée et conservée en mémoire, la profession, permettant l'identification d'un individu sont des données personnelles dont la collecte et la conservation dans des fichiers ou bases de données font l'objet d'un contrôle et d'une réglementation. La protection des données personnelles est une forme de reconnaissance des personnes comme étant libres ainsi la collecte, la détention, l'utilisation des données ne peuvent se faire à l'insu de la personne car elle dispose de certains droits à l'égard du traitement automatisé de ses données parmi lesquels : le droit à l'information préalable, le droit d'accès direct, le droit d'accès indirect, le droit de curiosité, le droit à l'oubli, le droit de rectification, le droit d'opposition. Les propriétaires des données personnelles sont des personnes fichées qui ont des droits d'accès, d'opposition et de rectification ; cependant, le mode d'exercice de leur consentement varie suivant la nature des données les concernant recueillies ou captées. Les opérateurs et services de traitement des fichiers peuvent être poursuivis condamnés en cas d'atteintes aux droits. Ils doivent faire preuve de loyauté dans la collecte, être obligés d'informer les intéressés sur l'objet et la finalité du traitement des données qu'ils ont traitées et, dans certains cas de recueillir leur consentement exprès ; assurer la sécurité (par la prise de mesures de précaution dans la conservation) et de la confidentialité (en veillant à la non divulgation) ; enfin préciser à quelle fin ces données seront utilisées. Ils doivent également s'assurer de l'effacement des données au terme de la durée nécessaire, et surtout des utilisations conformes aux finalités déclarées ou autorisées par le droit

En général La protection des données regroupe 4 piliers de sécurité à savoir : l'intégrité, la disponibilité la confidentialité et la non répudiation des données.

II. L'exercice des droits dans la société de l'information

Les individus disposent des droits à l'égard du traitement automatisé de leurs données, il s'agit de :

- Le droit à l'information préalable : Toute personne peut s'adresser directement à un service public ou privé pour savoir si elle est fichée ou pas ;
- Le droit d'opposition : (de garder le droit de dire non) Toute personne peut s'opposer à ce qu'il soit fait un usage des informations la concernant à des fins publicitaires ou à d'autres fins ou que ces informations soient cédées à des tiers ;
- Le droit d'accès et de rectification : c'est un droit reconnu à toute personne de demander au détenteur d'un fichier de lui communiquer toutes les informations la concernant, ce droit permet à la personne

concernée de vérifier les informations enregistrées et le cas échéant de faire rectifier les informations erronées ;

- Le droit à l'oubli : les données à caractère personnel doivent être conservées pendant une durée qui n'excède pas la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées ;
- Le droit de curiosité : L'informatique doit respecter l'identité humaine, les droits de l'homme, la vie privée et les libertés. Il nous revient d'être curieux des informations qui nous concernent.
En dehors des droits dont disposent les individus à l'égard du traitement automatisé de leurs données nous disposons aussi des principes liés au traitement de ces données :
 - Principe de finalité : les données à caractère personnel ne peuvent être recueillies et traitées que pour un usage déterminé et légitime, tout détournement de finalité est passible de sanctions pénales.
 - Le principe de proportionnalité : seules doivent être enregistrées les informations pertinentes et nécessaires pour leur finalité.
 - Le principe de pertinence des données : les données personnelles doivent être pertinentes et non excessives au regard des objectifs poursuivis.
 - Principe de durée limitée de conservation des données : ce principe se réfère au droit à l'oubli. Les informations ne peuvent être conservées de manière indéfinie dans les fichiers. Au-delà, les données peuvent être archivées sur un support distinct.
 - Principe de sécurité et de confidentialité : le responsable du traitement est astreint à une obligation de sécurité, il doit prendre des mesures nécessaires pour garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et éviter leur divulgation. Les mesures de sécurité tant physique que logique doivent être prises. Exemple : protection anti-incendie, copie de sauvegarde et point de restauration...
 - Principe de transparence : la loi garantit aux personnes les informations nécessaires relatives aux traitements auxquels sont soumises les données les concernant, le responsable du traitement des données personnelles doit avertir les personnes dès la collecte des données et lors de leur transmission à des tiers.
 - Principe du respect du droit des personnes : il s'agit ici de l'information des intéressés, du droit d'accès, de rectification, d'opposition qui leur incombe.

CONCLUSION

L'avènement des TIC a facilité les atteintes à la vie privée à travers les réseaux, le SI. Concernant par contre le domaine de la vie privée, toute divulgation, conservation et traitement des données portant sur la vie privée d'une personne, sans son consentement sont interdites. Les Etats doivent élaborer, préserver, renforcer et mettre en application les mesures juridiques et pratiques pour prévenir et combattre les différentes atteintes facilitées par les TIC.